

MIGUEL DIAZ CANEL. APRES « LES CASTRO » : LA REVOLUTION



Le mandat de Raul Castro prend fin le 19 avril 2018. Le successeur pressenti à l'investiture du titre et des fonctions cumulées de premier secrétaire du PCC, président du conseil d'Etat et du conseil des ministres, sera sans doute l'actuel « numéro deux », MIGUEL DIAZ CANEL (58 ans). Le 19 avril, le parlement élira le conseil d'Etat, qui à son tour élira le président. S'il ne faut pas à notre avis surestimer l'importance de ce passage de relais, il faut cependant en souligner la portée historique.

DIAZ CANEL n'est ni militaire, ni membre de la « génération historique », et de surcroît il naît après « la révolution » : le renversement de Batista en 1959 par Fidel Castro.

Homme de dossiers, accessible, cultivé, gestionnaire compétent, l'ingénieur DIAZ CANEL fut notamment un bon ministre de l'Enseignement supérieur. Il connaît le parti comme sa poche. Lorsqu'il dirigeait le PCC de la province de Holguín puis de Villa Clara, à bicyclette, il battait campagne et maintenait un lien permanent avec « les bases ». « Après le retrait de la génération historique : la révolution », serait-on tenté d'écrire.

Les médias occidentaux s'acharnent déjà contre le pressenti DIAZ CANEL, et la nouvelle étape de la révolution, sur le thème éculé de « l'ouverture », de la

« marionnette ». Par « ouverture », les ennemis de Cuba, et ils sont nombreux, entendent « retour au capitalisme ». En réalité, le terme n'est pas à rejeter a priori, pour traduire le besoin et la concrétisation de changements structurels, déjà engagés par Raúl Castro... Il s'agit, dans les nouvelles conditions géopolitiques, de construire un « modèle cubain » de développement, exigeant, efficace, productif. Ce sera le défi principal auquel devra se confronter Miguel Diaz Canel. Une économie mal en point. (taux de croissance : 1,6% au lieu des 6% attendus, une dualité monétaire qui produit d'insupportables inégalités). Des mécanismes de marché ont dû être introduits dans l'économie cubaine ; des « micro-entreprises » privées, un secteur non étatisé, des vecteurs d'économie mixte, autant de changements qui doivent être surveillés comme renard dans le poulailler. Les Cubains veulent une société plus inclusive, plus socialisée, plus participative, plus ouverte, et la réactivation du « pouvoir populaire ». Autant de balises incontournables pour le nouveau président, qui devra s'appuyer d'abord sur la matière grise...

« L'actualisation » en cours du modèle économique cubain est en fait une transformation profonde du cours de la Révolution. Les changements, complexes, critiqués par une frange de la population, devraient préserver l'indépendance et la souveraineté nationales, les acquis sociaux, culturels, éducatifs. Le 19 avril il ne devrait donc y avoir ni « rupture », ni bouleversement, mais poursuite de la nouvelle politique et de la recherche d'un large consensus contre la politique de Guerre froide du président Trump.

Poser la question en termes de « continuité » ou de « rupture », de « durs » et de « mous », n'est qu'une projection extérieure, loin de la réalité du terrain. A Cuba, une société plurielle, d'un haut niveau d'éducation, au rôle désormais accru de l'Eglise, exprime de nouveaux besoins, des aspirations fortes. Les changements nécessitent des infléchissements de fond, des capitaux étrangers (qui ont un coût)...

Le retrait de la « génération historique » s'accompagne de l'accès au pouvoir, engagé depuis quelques années déjà, d'une génération de « quinquas » qui seront obligés de gouverner différemment : plus collectivement. Diaz Canel est un « non Castro », un « non-militaire » ; il ne disposera « que » de deux

mandats de cinq ans, selon la nouvelle législation.

Après les Castro : la révolution.